



## Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de  
l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUL, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Renaud CALVAT, Audrey LLEDO, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE.

## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement pour l'année 2017 - Approbation**

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il doit être présenté au Conseil de Métropole, un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'assainissement. Ce dernier doit par ailleurs, respecter les exigences fixées par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

En 2017, le service public de l'assainissement concerne 1502 km de réseaux d'eaux usées, 218 postes de refoulement et 14 stations d'épuration. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 584 500 Equivalents-Habitants ; ce qui représente 33,36 millions de m<sup>3</sup> traités et près de 23,9 tonnes de pollution éliminés (DBO5/jour-Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours). Le territoire compte près de 109 000 abonnés. Le réseau collectif d'assainissement dessert 98% de la population de la Métropole.

Fin 2017, les résultats épuratoires des 14 stations d'épuration gérées par Montpellier Méditerranée Métropole sont conformes à la réglementation.

Concernant les travaux conduits par la Métropole, ils se sont élevés en 2017 à 13,43 M€ et portent sur le renouvellement du patrimoine, sur les extensions des réseaux nécessaires à l'évolution de l'urbanisation, mais aussi sur les ouvrages (stations et poste de refoulement).

Le Schéma Directeur d'Assainissement de 2004 arrive à son terme en matière de réalisation et il ne reste plus qu'un tronçon de l'intercepteur est sur la traversée du Lez au quartier Navitau, pour une mise en service de l'ensemble du collecteur fin 2018.

L'année 2017 a permis de réaliser les travaux prévus de raccordement des eaux usées de Castries à la Station d'épuration Maera.

Les travaux de reconstruction de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques sont programmés pour se réaliser en 2018-2019 et les travaux de reconstruction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier se dérouleront en 2019. Les études de cette nouvelle station se sont finalisées en 2017 pour consolider les choix du maître d'ouvrage et permettre l'élaboration des travaux.

Concernant la station d'épuration MAERA, le suivi analytique du rejet dans le milieu naturel a confirmé l'absence d'impact sur le milieu marin et l'amélioration de la qualité du Lez depuis la suppression de tous les rejets de temps sec dans le cours d'eau.

Afin de garantir le débit minimum réglementaire du Lez de 650 l/s, le soutien d'étiage par l'eau du canal du Bas-Rhône a nécessité en 2017 des mois de mai à octobre, la restitution de 10 millions de m<sup>3</sup> représentant une dépense de l'ordre de 2 M€.

Les études pour l'extension et l'optimisation de la station d'épuration MAERA ont été menées et finalisées en 2017 par le groupe IRH/BRLi. Des réunions de concertation se sont tenues en juillet 2017 avec les riverains et le monde de la pêche, suivi de la remise en place du comité de suivi de MAERA. Les études réglementaires ont été confiées au groupement EGIS EAU/BG. Elles ont permis la réalisation du dossier d'étude d'impact et d'autorisation du projet de modernisation. L'instruction réglementaire se déroulera en 2018 suivie d'une enquête publique en 2019.

Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2017 à 27 millions d'euros TTC, dont 18,9 millions d'euros de dépenses d'investissement et 8,1 millions d'euros de dépenses de fonctionnement.

En terme d'organisation du service, l'exploitation est déléguée depuis le 1er janvier 2015, sur la totalité des 31 communes membres, dans le cadre de 3 contrats de délégation de service public d'une durée de 7 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021 :

- contrat d'affermage pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA (VEOLIA EAU) ;
- contrat d'affermage pour la collecte des eaux usées sur les communes raccordées à la station d'épuration MAERA (VEOLIA EAU) ;
- contrat d'affermage pour la collecte et le traitement des eaux usées sur les communes des secteurs est et ouest (AQUALTER).

Le prix de l'assainissement au 1er janvier 2018, comprenant les parts distributeur et intercommunale, a été fixé à 1,33 euros HT par m<sup>3</sup>. Pour mémoire, le prix total moyen, comprenant l'eau, l'assainissement et les différentes taxes, établi sur la base de la facture normalisée de 120 m<sup>3</sup> se situe à 3,24 € TTC/m<sup>3</sup> sur la Métropole pour un prix moyen en France de 3,56 € TTC/m<sup>3</sup> et de 4,01 € TTC/m<sup>3</sup> en moyenne européenne.

Les délégataires ont réalisé en 2017 des travaux de renouvellement pour 1,5 M€. Ils ont réalisé le curage préventif de 13,2% du linéaire et ils ont mené 758 interventions sur le réseau et 797 interventions sur les branchements.

Le déploiement du diagnostic permanent s'est poursuivi avec la mise en place et le suivi de 139 points de mesure sur le système MAERA et 50 points sur le réseau est et ouest.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. En 2017, 40 nouveaux établissements ont engagé une démarche d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques. La Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre 919 établissements disposant aujourd'hui d'un arrêté d'autorisation de déversement notifié.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie sur les 4284 installations dénombrées sur le territoire métropolitain, un total de 306 contrôles a été effectué en 2017, dont 35 contrôles diagnostics de l'existant, 224 vérifications du bon fonctionnement et de l'entretien, 9 vérifications de la conception des travaux et 38 vérifications de la conception et de l'exécution des travaux.

Les rapports annuels 2017 des délégataires comme le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) qui s'est réunie le 19 septembre 2018, conformément à l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Rapport annuel 2017 sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement,
- autoriser sa transmission à toutes les communes de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-54585-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- RPQS EU 2017v4.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.